

Site de la Présidence espagnole :

http://www.eu2010.es/fr/documentosynoticias/noticias/mar10_cuba.html10-03-2010 Le Parlement européen tient un débat sur la situation à Cuba

Lieu

Strasbourg, Parlement européen

Heure

17:00

Programme

L'assemblée plénière du Parlement européen tient un débat sur la situation à Cuba après la mort du dissident Orlando Zapata, la veille du vote d'une résolution dans laquelle le Parlement définira sa position sur cette question (11 mars). La haute représentante Catherine Ashton ne participera pas au débat. Les États membres seront représentés par le secrétaire d'État espagnol à l'UE, Diego López Garrido.

La présidence espagnole de l'UE plaide en faveur du dialogue avec Cuba tout en exigeant la libération des prisonniers politiques 10-03-2010

Devant l'assemblée plénière du Parlement européen, le secrétaire d'État espagnol a assuré que « bien que nous sommes toujours ouverts au dialogue avec Cuba, l'UE continuera à réclamer la libération des prisonniers politiques et le respect des droits civils et politiques des citoyens cubains ».

Selon lui, c'est ainsi que peut être résumé le sens de la résolution sur Cuba négociée par les principaux groupes de l'Eurochambre et qui sera vraisemblablement votée jeudi midi au sein de l'assemblée plénière.

M. López Garrido a fait une déclaration au nom du Conseil dans laquelle il a qualifié le décès du prisonnier cubain d'« un fait profondément négatif, qui n'aurait jamais dû se produire et qui, nous l'espérons, ne se reproduira jamais plus à Cuba ni ailleurs ».

« Là où ont lieu des violations des droits universels, l'UE le déclare haut et fort (...) et c'est ce que nous avons fait également à Cuba lorsque nous avons exprimé notre pessimisme et notre préoccupation face au manque de progrès effectués en matière de droits de l'homme, nous avons exigé la libération des prisonniers de conscience qui se trouvent dans les prisons cubaines, et nous avons déclaré que le décès d'Orlando Zapata est un événement qui interpelle la responsabilité d'un gouvernement qui a des prisonniers sous sa juridiction », a-t-il dit.

M. López Garrido a fait référence, en particulier, à l'état de santé « très compliqué » de Guillermo Fariñas, également en grève de la faim.

Mais, il a à la fois souligné le fait que « la politique de l'Union européenne vis-à-vis de Cuba va bien au-delà de cela », et s'articule autour d'éléments comme le dialogue politique avec les institutions, les autorités, et l'ensemble de la société civile.

D'autres « éléments fondamentaux » de cette politique, a-t-il ajouté, sont la coopération au développement avec Cuba, et encourager les progrès dans le domaine de « la culture et de la pratique démocratique ».

Le commissaire européen chargé du Développement, Andris Piebalgs, qui a, d'un côté,

déploré « profondément » le décès de M. Zapata, survenu après 85 jours de grève de la faim, a également abondé dans le sens de ces arguments.

Le commissaire a déclaré que nous devons faire « tout notre possible » pour qu'un tel événement ne se reproduise pas.

Mais, d'un autre côté, il s'est montré partisan de l'« approfondissement du dialogue politique et de la coopération » avec La Havane à travers une politique constructive, et non pas de sanctions, dans le but d'améliorer la vie de la population cubaine.

La majorité des interventions des eurodéputés sont allées dans le sens des arguments des représentants du Conseil et de la Commission européenne.

Le parlementaire socialiste Luis Yáñez-Barnuevo a demandé que les groupes politiques surmontent leurs différences dans le cadre des relations avec Cuba afin de pouvoir se concentrer de façon unanime sur l'exigence du respect des droits de l'homme envers les autorités de l'île.

De son côté, l'eurodéputé du Parti Populaire Européen, Ignacio Salafranca, a considéré que l'UE doit « prendre [Cuba] sous sa tutelle » pour l'aider sur son chemin vers la démocratisation.

Pour voir des extraits du débat sur Cuba :

http://www.eu2010.es/fr/documentosynoticias/galeria_multimedia/videos/mar10_cuba.html